

No. 10823

---

**MULTILATERAL**

**Convention on the non-applicability of statutory limitations to war crimes and crimes against humanity. Adopted by the General Assembly of the United Nations on 26 November 1968**

*Authentic texts: English, French, Chinese, Russian and Spanish.*

*Registered ex officio on 11 November 1970.*

---

**MULTILATÉRAL**

**Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 26 novembre 1968**

*Textes authentiques: anglais, français, chinois, russe et espagnol.*

*Enregistrée d'office le 11 novembre 1970.*

## CONVENTION<sup>1</sup> SUR L'IMPRESCRIPTIBILITÉ DES CRIMES DE GUERRE ET DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

### Préambule

Les États Parties à la présente Convention,

*Rappelant* les résolutions 3 (I)<sup>2</sup> et 170 (II)<sup>3</sup> de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, en date des 13 février 1946 et 31 octobre 1947, portant sur l'extradition et le châtement des criminels de guerre, et la résolution 95 (I)<sup>4</sup> du 11 décembre 1946, confirmant les principes de droit international reconnus par le Statut du Tribunal militaire international de Nuremberg<sup>5</sup> et par le jugement de ce Tribunal, ainsi que les résolutions 2184 (XXI)<sup>6</sup> du 12 décembre 1966 et 2202 (XXI)<sup>7</sup> du 16 décembre 1966, par lesquelles l'Assemblée générale a expressément condamné en tant que crimes contre l'humanité, d'une part, la violation des droits économiques et politiques des populations autochtones et, d'autre part, la politique d'*apartheid*,

*Rappelant* les résolutions 1074 D (XXXIX)<sup>8</sup> et 1158 (XLI)<sup>9</sup> du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, en date des 28 juillet

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 11 novembre 1970, soit le quatre-vingt-dixième jour qui a suivi la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du dixième instrument de ratification, conformément à l'article VIII, paragraphe 1. On trouvera ci-après la liste des États qui ont déposé leur instrument de ratification :

<i>État</i>	<i>Date du dépôt</i>	
Bulgarie . . . . . (Avec une déclaration)*	21 mai	1969
Hongrie . . . . . (Avec confirmation de la déclaration faite lors de la signature)*	24 juin	1969
Mongolie . . . . . (Avec confirmation de la déclaration faite lors de la signature)*	21 mai	1969
Pologne . . . . .	14 février	1969
République socialiste soviétique de Biélorussie . . . . . (Avec confirmation de la déclaration faite lors de la signature)*	8 mai	1969
République socialiste soviétique d'Ukraine . . . . . (Avec confirmation de la déclaration faite lors de la signature)*	19 juin	1969
Roumanie . . . . . (Avec une déclaration)*	15 septembre	1969
Tchécoslovaquie . . . . .	13 août	1970
Union des Républiques socialistes soviétiques . . . . . (Avec confirmation de la déclaration faite lors de la signature)*	22 avril	1969
Yougoslavie . . . . .	9 juin	1970

\* Voir pages 124 et 127 du présent volume le texte des déclarations faites lors de la signature et de la ratification.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, première session, première partie* (A/64), p. 9.

<sup>3</sup> *Ibid.*, deuxième session (A/519), p. 102.

<sup>4</sup> *Ibid.*, première session, seconde partie (A/64/Add.1), p. 188.

<sup>5</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 82, p. 279.

<sup>6</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-et-unième session, Supplément n° 16* (A/6316), p. 72.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>8</sup> Nations Unies, *Documents officiels du Conseil économique et social, trente-neuvième session, Supplément n° 1*, p. 23.

<sup>9</sup> *Ibid.*, quarante-et-unième session, *Supplément n° 1*, p. 22.

1965 et 5 août 1966, concernant le châtement des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité,

*Constatant* que dans aucune des déclarations solennelles, actes et conventions visant la poursuite et la répression des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité il n'a été prévu de limitation dans le temps,

*Considérant* que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité comptent au nombre des crimes de droit international les plus graves,

*Convaincus* que la répression effective des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité est un élément important de la prévention de ces crimes, de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, propre à encourager la confiance, à stimuler la coopération entre les peuples et à favoriser la paix et la sécurité internationales,

*Constatant* que l'application aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité des règles de droit interne relatives à la prescription des crimes ordinaires inquiète profondément l'opinion publique mondiale car elle empêche que les personnes responsables de ces crimes soient poursuivies et châtiées,

*Reconnaissant* qu'il est nécessaire et opportun d'affirmer en droit international, au moyen de la présente Convention, le principe de l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité et d'en assurer l'application universelle,

*Sont convenus* de ce qui suit :

#### *Article premier*

Les crimes suivants sont imprescriptibles, quelle que soit la date à laquelle ils ont été commis :

- a) Les crimes de guerre, tels qu'ils sont définis dans le Statut du Tribunal militaire international de Nuremberg du 8 août 1945 et confirmés par les résolutions 3 (I) et 95 (I) de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, en date des 13 février 1946 et 11 décembre 1946, notamment les « infractions graves » énumérées dans les Conventions de Genève du 12 août 1949<sup>1</sup> pour la protection des victimes de la guerre;
- b) Les crimes contre l'humanité, qu'ils soient commis en temps de guerre ou en temps de paix, tels qu'ils sont définis dans le Statut du Tribunal militaire international de Nuremberg du 8 août 1945 et confirmés par les résolutions 3 (I) et 95 (I) de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, en date des 13 février 1946 et 11 décembre 1946, l'éviction par une attaque armée ou l'occupation et les actes inhumains découlant de la politique d'*apartheid*, ainsi que le crime de génocide, tel qu'il est défini dans la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide<sup>2</sup>, même si ces actes

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, p. 3.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 78, p. 277.

ne constituent pas une violation du droit interne du pays où ils ont été commis.

### *Article II*

Si l'un quelconque des crimes mentionnés à l'article premier est commis, les dispositions de la présente Convention s'appliqueront aux représentants de l'autorité de l'État et aux particuliers qui y participeraient en tant qu'auteurs ou en tant que complices, ou qui se rendraient coupables d'incitation directe à la perpétration de l'un quelconque de ces crimes, ou qui participeraient à une entente en vue de le commettre, quel que soit son degré d'exécution, ainsi qu'aux représentants de l'autorité de l'État qui toléreraient sa perpétration.

### *Article III*

Les États Parties à la présente Convention s'engagent à adopter toutes les mesures internes, d'ordre législatif ou autre, qui seraient nécessaires en vue de permettre l'extradition, conformément au droit international, des personnes visées par l'article II de la présente Convention.

### *Article IV*

Les États Parties à la présente Convention s'engagent à prendre, conformément à leurs procédures constitutionnelles, toutes mesures législatives ou autres qui seraient nécessaires pour assurer l'imprescriptibilité des crimes visés aux articles premier et II de la présente Convention, tant en ce qui concerne les poursuites qu'en ce qui concerne la peine; là où une prescription existerait en la matière, en vertu de la loi ou autrement, elle sera abolie.

### *Article V*

La présente Convention sera jusqu'au 31 décembre 1969 ouverte à la signature de tout État Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre de l'une quelconque de ses institutions spécialisées ou membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de tout État partie au Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que de tout autre État invité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à devenir partie à la présente Convention.

### *Article VI*

La présente Convention est sujette à ratification et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

### *Article VII*

La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout État visé à l'article V. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

### *Article VIII*

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront la présente Convention ou y adhéreront après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, ladite Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

### *Article IX*

1. Après l'expiration d'une période de dix ans à partir de la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, une demande de révision de la Convention peut être formulée, en tout temps, par toute Partie contractante, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies statuera sur les mesures à prendre, le cas échéant, au sujet de cette demande.

### *Article X*

1. La présente Convention sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fera tenir une copie certifiée conforme à la présente Convention à tous les États visés à l'article V.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les États visés à l'article V :

- a) Des signatures apposées à la présente Convention et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément aux articles V, VI et VII;
- b) De la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article VIII;
- c) Des communications reçues conformément à l'article IX.

### *Article XI*

La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, portera la date du 26 novembre 1968.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FOR AFGHANISTAN:  
POUR L'AFGHANISTAN:  
阿富汗:  
За Афганистан:  
POR EL AFGANISTÁN:

FOR ALBANIA:  
POUR L'ALBANIE:  
阿爾巴尼亞:  
За Албанию:  
POR ALBANIA:

FOR ALGERIA:  
POUR L'ALGÉRIE:  
阿爾及利亞:  
За Алжир:  
POR ARGELIA:

FOR ARGENTINA:  
POUR L'ARGENTINE:  
阿根廷:  
За Аргентину:  
POR LA ARGENTINA:

FOR AUSTRALIA:  
POUR L'AUSTRALIE:  
澳大利亞:  
За Австралию:  
POR AUSTRALIA:

FOR AUSTRIA:  
POUR L'AUTRICHE:  
奧地利:  
За Австрию:  
FOR AUSTRIA:

FOR BARBADOS:  
POUR LA BARBADE:  
巴貝多:  
За Барбадос:  
FOR BARBADOS:

FOR BELGIUM:  
POUR LA BELGIQUE:  
比利時:  
За Бельгию:  
FOR BÉLGICA:

FOR BOLIVIA:  
POUR LA BOLIVIE:  
玻利維亞:  
За Боливию:  
FOR BOLIVIA:

FOR BOTSWANA:  
POUR LE BOTSWANA:  
波扎那:  
За Ботсвану:  
FOR BOTSWANA:

**FOR BRAZIL:**  
**POUR LE BRÉSIL:**  
**巴西:**  
**За Бразилию:**  
**FOR EL BRASIL:**

**FOR BULGARIA:**  
**POUR LA BULGARIE:**  
**保加利亞:**  
**За България:**  
**FOR BULGARIA:**

**М. ТАРАБАНОВ**  
21 January 1969<sup>1</sup>

**FOR BURMA:**  
**POUR LA BIRMANIE:**  
**緬甸:**  
**За Бирму:**  
**FOR BIRMANIA:**

**FOR BURUNDI:**  
**POUR LE BURUNDI:**  
**布隆提:**  
**За Бурунди:**  
**FOR BURUNDI:**

---

<sup>1</sup> M. Tarabanov.

FOR THE BYELORUSSIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:<sup>1</sup>

POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:<sup>1</sup>

白俄羅斯蘇維埃社會主義共和國：

За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику:

FOR LA REPÚBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE BIELORRUSIA:

Г. ЧЕРНУЩЕНКО

7 января 1969 г.<sup>2</sup>

FOR CAMBODIA:

POUR LE CAMBODGE:

柬埔寨：

За Камбоджу:

FOR CAMBOYA:

FOR CAMEROON:

POUR LE CAMEROUN:

喀麥隆：

За Камерун:

FOR EL CAMERÚN:

FOR CANADA:

POUR LE CANADA:

加拿大：

За Канаду:

FOR EL CANADÁ:

<sup>1</sup> See p. 124 of this volume for the texts of the declarations made upon signature.

<sup>2</sup> G. Chernushchenko. 7 January 1969.

<sup>1</sup> Voir p. 124 du présent volume le texte des déclarations faites lors de la signature.

<sup>2</sup> G. Tchernouchtchenko. 7 janvier 1969.

FOR THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC:  
POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:  
中非共和國:  
За Центральноафриканскую Республику:  
POR LA REPÚBLICA CENTROAFRICANA:

FOR CEYLON:  
POUR CEYLAN:  
錫蘭:  
За Цейлон:  
POR CEILÁN:

FOR CHAD:  
POUR LE TCHAD:  
查德:  
За Чад:  
POR EL CHAD:

FOR CHILE:  
POUR LE CHILI:  
智利:  
За Чили:  
POR CHILE:

FOR CHINA:  
POUR LA CHINE:  
中國:  
За Китай:  
POR CHINA:

**FOR COLOMBIA:**  
**POUR LA COLOMBIE:**  
**哥倫比亞:**  
**За Колумбию:**  
**FOR COLOMBIA:**

**FOR THE CONGO (BRAZZAVILLE):**  
**POUR LE CONGO (BRAZZAVILLE):**  
**剛果 (布拉薩市):**  
**За Конго (Браззавиль):**  
**FOR EL CONGO (BRAZZAVILLE):**

**FOR THE CONGO (DEMOCRATIC REPUBLIC OF):**  
**POUR LE CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU):**  
**剛果 (民主共和國):**  
**За Демократическую Республику Конго:**  
**FOR EL CONGO (REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DE):**

**FOR COSTA RICA:**  
**POUR LE COSTA RICA:**  
**哥斯大黎加:**  
**За Коста-Рику:**  
**FOR COSTA RICA:**

**FOR CUBA:**  
**POUR CUBA:**  
**古巴:**  
**За Кубу:**  
**FOR CUBA:**

FOR CYPRUS:  
POUR CHYPRE:  
賽普勒斯:  
За Кипр:  
POB CHIPPE:

FOR CZECHOSLOVAKIA:<sup>1</sup>  
POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE:<sup>1</sup>  
捷克斯拉夫:  
За Чехословакию:  
POB CNECOSLOVAQUIA:

ZDENĚK ČERNÍK  
21 May 1969

FOR DAHOMEY:  
POUR LE DAHOMEY:  
達荷美:  
За Дагомею:  
POB EL DAHOMEY:

FOR DENMARK:  
POUR LE DANEMARK:  
丹麥:  
За Данию:  
POB DINAMARCA:

<sup>1</sup> See p. 124 of this volume for the texts of the declarations made upon signature.

<sup>1</sup> Voir p. 124 du présent volume le texte des déclarations faites lors de la signature.

FOR THE DOMINICAN REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:

多明尼加共和國:

За Доминиканскую Республику:

FOR LA REPÚBLICA DOMINICANA:

FOR ECUADOR:

POUR L'ÉQUATEUR:

厄瓜多:

За Эквадор:

FOR EL ECUADOR:

FOR EL SALVADOR:

POUR EL SALVADOR:

薩爾瓦多:

За Сальвадор:

FOR EL SALVADOR:

FOR EQUATORIAL GUINEA:

POUR LA GUINÉE ÉQUATORIALE:

赤道幾內亞:

За Экваториальную Гвинею:

FOR GUINEA ECUATORIAL:

FOR ETHIOPIA:

POUR L'ÉTHIOPIE:

衣索比亞:

За Эфиопию:

FOR ETIOPÍA:

FOR THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:  
POUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE:  
德意志聯邦共和國:  
За Федеративную Республику Германии:  
POR LA REPÚBLICA FEDERAL DE ALEMANIA:

FOR FINLAND:  
POUR LA FINLANDE:  
芬蘭:  
За Финляндию:  
POR FINLANDIA:

FOR FRANCE:  
POUR LA FRANCE:  
法蘭西:  
За Францию:  
POR FRANCIA:

FOR GABON:  
POUR LE GABON:  
加彭:  
За Габон:  
POR EL GABÓN:

FOR GAMBIA:  
POUR LA GAMBIE:  
岡比亞:  
За Гамбию:  
POR GAMBIA:

FOR GHANA:

POUR LE GHANA:

迦納:

За Гану:

FOR GHANA:

FOR GREECE:

POUR LA GRÈCE:

希臘:

За Грещию:

FOR GRCIA:

FOR GUATEMALA:

POUR LE GUATEMALA:

瓜地馬拉:

За Гватемалу:

FOR GUATEMALA:

FOR GUINEA:

POUR LA GUINÉE:

幾內亞:

За Гвинею:

FOR GUINEA:

FOR GUYANA:

POUR LA GUYANE:

蓋亞那:

За Гвиану:

FOR GUYANA:

FOR HAITI:  
POUR HAÏTI:  
海地:  
За Гаити:  
POR HAÏTÍ:

FOR THE HOLY SEE:  
POUR LE SAINT-SIÈGE:  
教廷:  
За Святейший престол:  
POR LA SANTA SEDE:

FOR HONDURAS:  
POUR LE HONDURAS:  
宏都拉斯:  
За Гондурас:  
POR HONDURAS:

FOR HUNGARY:<sup>1</sup>  
POUR LA HONGRIE:<sup>1</sup>  
匈牙利:  
За Венгрию:  
POR HUNGRÍA:

KÁROLY CSATORDAY

New York, March 25, 1969

<sup>1</sup> See p. 124 of this volume for the texts of the declarations made upon signature.

<sup>1</sup> Voir p. 124 du présent volume le texte des déclarations faites lors de la signature.

FOR ICELAND:

POUR L'ISLANDE:

冰島:

За Исландию:

FOR ISLANDIA:

FOR INDIA:

POUR L'INDE:

印度:

За Индию:

FOR LA INDIA:

FOR INDONESIA:

POUR L'INDONÉSIE:

印度尼西亞:

За Индонезию:

FOR INDONESIA:

FOR IRAN:

POUR L'IRAN:

伊朗:

За Иран:

FOR EL IRÁN:

FOR IRAQ:

POUR L'IRAK:

伊拉克:

За Ирак:

FOR EL IRAK:

**FOR IRELAND:**  
**POUR L'IRLANDE:**  
**愛爾蘭:**  
**За Ирландию:**  
**FOR IRLANDA:**

**FOR ISRAEL:**  
**POUR ISRAËL:**  
**以色列:**  
**За Израиль:**  
**FOR ISRAEL:**

**FOR ITALY:**  
**POUR L'ITALIE:**  
**義大利:**  
**За Италию:**  
**FOR ITALIA:**

**FOR THE IVORY COAST:**  
**POUR LA CÔTE-D'IVOIRE:**  
**牙象海岸:**  
**За Берег Слоновой Кости:**  
**FOR LA COSTA DE MARFIL:**

**FOR JAMAICA:**  
**POUR LA JAMAÏQUE:**  
**牙買加:**  
**За Ямайку:**  
**FOR JAMAICA:**

FOR JAPAN:  
POUR LE JAPON:  
日本:  
За Японию:  
POR EL JAPÓN:

FOR JORDAN:  
POUR LA JORDANIE:  
約旦:  
За Иорданию:  
POR JORDANIA:

FOR KENYA:  
POUR LE KENYA:  
肯亞:  
За Кению:  
POR KENIA:

FOR KUWAIT:  
POUR LE KOWEÏT:  
科威特:  
За Кувейт:  
POR KUWAIT:

FOR LAOS:  
POUR LE LAOS:  
寮國:  
За Лаос:  
POR LAOS:

FOR LEBANON:  
POUR LE LIBAN:  
黎巴嫩:  
За Ливан:  
POR EL LIBANO:

FOR LESOTHO:  
POUR LE LESOTHO:  
賴索托:  
За Лесото:  
POR LESOTHO:

FOR LIBERIA:  
POUR LE LIBÉRIA:  
賴比瑞亞:  
За Либерию:  
POR LIBERIA:

FOR LIBYA:  
POUR LA LIBYE:  
利比亞:  
За Ливию:  
POR LIBIA:

FOR LIECHTENSTEIN:  
POUR LE LIECHTENSTEIN:  
列支敦斯登:  
За Лихтенштейн:  
POR LIECHTENSTEIN:

FOR LUXEMBOURG:

POUR LE LUXEMBOURG:

盧森堡:

За Люксембург:

FOR LUXEMBURGO:

FOR MADAGASCAR:

POUR MADAGASCAR:

馬達加斯加:

За Мадагаскар:

FOR MADAGASCAR:

FOR MALAWI:

POUR LE MALAWI:

馬拉威:

За Малави:

FOR MALAWI:

FOR MALAYSIA:

POUR LA MALAISIE:

馬來亞聯邦:

За Малайскую Федерацию:

FOR MALASIA:

FOR THE MALDIVE ISLANDS:

POUR LES ÎLES MALDIVES:

馬爾代夫羣島:

За Мальдивские острова:

FOR LAS ISLAS MALDIVAS:

**FOR MALI:**  
**POUR LE MALI:**  
**馬利:**  
**За Мали:**  
**FOR MALÍ:**

**FOR MALTA:**  
**POUR MALTE:**  
**馬耳他:**  
**За Мальту:**  
**FOR MALTA:**

**FOR MAURITANIA:**  
**POUR LA MAURITANIE:**  
**茅利塔尼亞:**  
**За Мавританию:**  
**FOR MAURITANIA:**

**FOR MAURITIUS:**  
**POUR MAURICE:**  
**模里西斯:**  
**За Маврикий:**  
**FOR MAURICIO:**

FOR MEXICO:  
POUR LE MEXIQUE:  
墨西哥:  
За Мексику:  
POR MÉXICO:

F. CUEVAS C.

3 July 1969

FOR MONACO:  
POUR MONACO:  
摩納哥:  
За Монако:  
POR MÓNACO:

FOR MONGOLIA:<sup>1</sup>  
POUR LA MONGOLIE:<sup>1</sup>  
蒙古:  
За Монголию:  
POR MONGOLIA:

M. DUGERSUREN

31/1/69

FOR MOROCCO:  
POUR LE MAROC:  
摩洛哥:  
За Марокко:  
POR MARRUECOS:

<sup>1</sup> See p. 124 of this volume for the texts of the declarations made upon signature.

<sup>1</sup> Voir p. 124 du présent volume le texte des déclarations faites lors de la signature.

FOR NEPAL:  
POUR LE NÉPAL:  
尼泊爾:  
За Непал:  
POR NEPAL:

FOR THE NETHERLANDS:  
POUR LES PAYS-BAS:  
荷蘭:  
За Нидерланды:  
POR LOS PAÍSES BAJOS:

FOR NEW ZEALAND:  
POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE:  
紐西蘭:  
За Новую Зеландию:  
POR NUEVA ZELANDIA:

FOR NICARAGUA:  
POUR LE NICARAGUA:  
尼加拉瓜:  
За Никарагуа:  
POR NICARAGUA:

FOR THE NIGER:  
POUR LE NIGER:  
奈及爾:  
За Нигер:  
POR EL NIGER:

FOR NIGERIA:  
POUR LA NIGÉRIA:  
奈及利亞:  
За Нигерию:  
POR NIGERIA:

FOR NORWAY:  
POUR LA NORVÈGE:  
挪威:  
За Норвегию:  
POR NORUEGA:

FOR PAKISTAN:  
POUR LE PAKISTAN:  
巴基斯坦:  
За Пакистан:  
POR EL PAKISTÁN:

FOR PANAMA:  
POUR LE PANAMA:  
巴拿馬:  
За Панаму:  
POR PANAMÁ:

FOR PARAGUAY:  
POUR LE PARAGUAY:  
巴拉圭:  
За Парагвай:  
POR EL PARAGUAY:

**FOR PERU:**  
**POUR LE PÉROU:**  
**祕魯:**  
**За Перу:**  
**FOR EL PERÚ:**

**FOR THE PHILIPPINES:**  
**POUR LES PHILIPPINES:**  
**菲律賓:**  
**За Филиппины:**  
**FOR FILIPINAS:**

**FOR POLAND:<sup>1</sup>**  
**POUR LA POLOGNE:<sup>1</sup>**  
**波蘭:**  
**За Польшу:**  
**FOR POLONIA:**

B. TOMOROWICZ

Dec. 16th 1968

**FOR PORTUGAL:**  
**POUR LE PORTUGAL:**  
**葡萄牙:**  
**За Португалию:**  
**FOR PORTUGAL:**

<sup>1</sup> See p. 124 of this volume for the texts of the declarations made upon signature.

<sup>1</sup> Voir p. 124 du présent volume le texte des déclarations faites lors de la signature.

FOR THE REPUBLIC OF KOREA:  
POUR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:  
大韓民國:  
За Корейскую Республику:  
POR LA REPÚBLICA DE COREA:

FOR THE REPUBLIC OF VIET-NAM:  
POUR LA RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM:  
越南共和國:  
За Республику Вьетнам:  
POR LA REPÚBLICA DE VIET-NAM:

FOR ROMANIA:<sup>1</sup>  
POUR LA ROUMANIE:<sup>1</sup>  
羅馬尼亞:  
За Румынию:  
POR RUMANIA:

G. DIACONESCU

17 April 1969

FOR RWANDA:  
POUR LE RWANDA:  
盧安達:  
За Руанду:  
POR RWANDA:

<sup>1</sup> See p. 124 of this volume for the texts of the declarations made upon signature.

<sup>1</sup> Voir p. 124 du présent volume le texte des déclarations faites lors de la signature.

FOR SAN MARINO:  
POUR SAINT-MARIN:  
聖馬利諾:  
За Сан-Марино:  
POR SAN MARINO:

FOR SAUDI ARABIA:  
POUR L'ARABIE SAOUDITE:  
沙烏地阿拉伯:  
За Саудовскую Аравию:  
POR ARABIA SAUDITA:

FOR SENEGAL:  
POUR LE SÉNÉGAL:  
塞內加爾:  
За Сенегал:  
POR EL SENEGAL:

FOR SIERRA LEONE:  
POUR LE SIERRA LEONE:  
獅子山:  
За Сьерра-Леоне:  
POR SIERRA LEONA:

FOR SINGAPORE:  
POUR SINGAPOUR:  
新加坡:  
За Сингапур:  
POR SINGAPUR:

FOR SOMALIA:  
POUR LA SOMALIE:  
索馬利亞:  
За Сомали:  
FOR SOMALIA:

FOR SOUTH AFRICA:  
POUR L'AFRIQUE DU SUD:  
南非:  
За Южную Африку:  
FOR SUDÁFRICA:

FOR SOUTHERN YEMEN:  
POUR LE YÉMEN DU SUD:  
南也門:  
За Южный Йемен:  
FOR EL YEMEN MERIDIONAL:

FOR SPAIN:  
POUR L'ESPAGNE:  
西班牙:  
За Испанию:  
FOR ESPAÑA:

FOR THE SUDAN:  
POUR LE SOUDAN:  
蘇丹:  
За Судан:  
FOR EL SUDÁN:

**FOR SWAZILAND:**  
**POUR LE SOUAZILAND:**  
**史瓦濟蘭:**  
**За Свазиленд:**  
**FOR SWAZILANDIA:**

**FOR SWEDEN:**  
**POUR LA SUÈDE:**  
**瑞典:**  
**За Швецию:**  
**FOR SUECIA:**

**FOR SWITZERLAND:**  
**POUR LA SUISSE:**  
**瑞士:**  
**За Швейцарию:**  
**FOR SUIZA:**

**FOR SYRIA:**  
**POUR LA SYRIE:**  
**叙利亞:**  
**За Сирию:**  
**FOR SIRIA:**

**FOR THAILAND:**  
**POUR LA THAÏLANDE:**  
**泰國:**  
**За Таиланд:**  
**FOR TAILANDIA:**

FOR TOGO:

POUR LE TOGO:

多哥:

За Того:

FOR EL TOGO:

FOR TRINIDAD AND TOBAGO:

POUR LA TRINITÉ-ET-TOBAGO:

千里達及托貝哥:

За Тринидад и Тобаго:

FOR TRINIDAD Y TABAGO:

FOR TUNISIA:

POUR LA TUNISIE:

突尼西亞:

За Тунис:

FOR TÚNEZ:

FOR TURKEY:

POUR LA TURQUIE:

土耳其:

За Турцию:

FOR TURQUÍA:

FOR UGANDA:

POUR L'OUGANDA:

烏干達:

За Уганду:

FOR UGANDA:

**FOR THE UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:<sup>1</sup>**  
**POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE:<sup>1</sup>**  
**烏克蘭蘇維埃社會主義共和國：**  
**За Украинскую Советскую Социалистическую Республику:**  
**FOR LA REPÚBLICA SÒCIALISTA SOVIÉTICA DE UCRAINA:**

М. ПОЛЯНИЧКО

14.I.1969<sup>2</sup>

**FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:<sup>1</sup>**  
**POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:<sup>1</sup>**  
**蘇維埃社會主義共和國聯邦：**  
**За Союз Советских Социалистических Республик:**  
**FOR LA UNIÓN DE REPÚBLICAS SOCIALISTAS SOVIÉTICAS:**

Я. МАЛИК

6.I.69<sup>3</sup>

**FOR THE UNITED ARAB REPUBLIC:**  
**POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE:**  
**阿拉伯聯合共和國：**  
**За Объединенную Арабскую Республику:**  
**FOR LA REPÚBLICA ARABE UNIDA:**

<sup>1</sup> See p. 124 of this volume for the texts of the declarations made upon signature.

<sup>2</sup> M. Polianichko. 14 January 1969.

<sup>3</sup> Ya. Malik. 6 January 1969.

<sup>1</sup> Voir p. 124 du présent volume le texte des déclarations faites lors de la signature.

<sup>2</sup> M. Polyanitchko. 14 janvier 1969.

<sup>3</sup> Ya. Malik. 6 janvier 1969.

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN  
IRELAND:

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE  
DU NORD:

大不列顛及北愛爾蘭聯合王國:

За Соединенное Королевство Великобритании и Северной  
Ирландии:

FOR EL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE:

FOR THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA:

POUR LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE:

坦尚尼亞聯合共和國:

За Объединенную Республику Танзания:

FOR LA REPÚBLICA UNIDA DE TANZANIA:

FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:

POUR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

美利堅合衆國:

За Соединенные Штаты Америки:

FOR LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA:

FOR THE UPPER VOLTA:

POUR LA HAUTE-VOLTA:

上伏塔:

За Верхнюю Вольту:

FOR EL ALTO VOLTA:

**FOR URUGUAY:**  
**POUR L'URUGUAY:**  
**烏拉圭:**  
**За Уругвай:**  
**POR EL URUGUAY:**

**FOR VENEZUELA:**  
**POUR LE VENEZUELA:**  
**委內瑞拉:**  
**За Венесуэлу:**  
**POR VENEZUELA:**

**FOR WESTERN SAMOA:**  
**POUR LE SAMOA-OCCIDENTAL:**  
**西薩摩亞:**  
**За Западное Самоа:**  
**POR SAMOA OCCIDENTAL:**

**FOR YEMEN:**  
**POUR LE YÉMEN:**  
**也門:**  
**За Йемен:**  
**POR EL YEMEN:**

**FOR YUGOSLAVIA:**

**POUR LA YOUGOSLAVIE:**

**南斯拉夫:**

**За Югославию:**

**FOR YUGOSLAVIA:**

ANTON VRATUŠA

Dec. 16, 1968

**FOR ZAMBIA:**

**POUR LA ZAMBIE:**

**尚比亞:**

**За Замбию:**

**FOR ZAMBIA:**

DECLARATIONS MADE UPON  
SIGNATUREBYELORUSSIAN SOVIET  
SOCIALIST REPUBLICDÉCLARATIONS FAITES LORS  
DE LA SIGNATURERÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

«Белорусская Советская Социалистическая Республика заявляет, что положения статей V и VII Конвенции о неприменимости срока давности к военным преступлениям и преступлениям против человечества, препятствующие некоторым государствам подписать Конвенцию или присоединиться к ней, противоречат принципу суверенного равенства государств».

[TRANSLATION]

The Byelorussian Soviet Socialist Republic declares that the provisions of articles V and VII of the Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity, which prevent certain States from signing the Convention or acceding to it, are contrary to the principle of the sovereign equality of States.

## CZECOSLOVAKIA

“The Czechoslovak Socialist Republic declares that the provisions of articles V and VII of the Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity, adopted by the General Assembly of the United Nations on 26 November 1968, are in contradiction with the principle that all States have the right to become parties to multilateral treaties governing matters of general interest.”

## HUNGARY

“The Government of the Hungarian People’s Republic declares that the provisions contained in articles V and VII of the Convention on the Non-Applicability of

No. 10823

[TRADUCTION]

La République socialiste soviétique de Biélorussie déclare que les dispositions des articles V et VII de la Convention sur l’imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l’humanité, qui empêchent certains États de signer la Convention ou d’y adhérer, sont contraires au principe de l’égalité souveraine des États.

## TCHÉCOSLOVAQUIE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

La République socialiste tchécoslovaque déclare que les dispositions des articles V et VII de la Convention sur l’imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l’humanité, adoptée par l’Assemblée générale des Nations Unies le 26 novembre 1968, sont en contradiction avec le principe que tous les États ont le droit de devenir parties aux traités multilatéraux réglant des questions d’intérêt général.

## HONGRIE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Le Gouvernement de la République populaire hongroise déclare que les dispositions contenues dans les articles V et VII de la Convention sur l’imprescriptibilité

Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity, adopted by the General Assembly of the United Nations on November 26, 1968, which deny the possibility to certain States to become signatories to the Convention are of a discriminatory nature, violate the principles of sovereign equality of States and are more particularly incompatible with the objectives and purposes of the said Convention.”

### MONGOLIA

“The Mongolian People’s Republic deems it necessary to state that the provisions of articles V and VII of the Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity have discriminatory nature and seek to preclude certain States from participation in the Convention and declares that as the Convention deals with matters affecting the interests of all States it should be open to participation by all States without any discrimination or restriction.”

### POLAND

“The Polish People’s Republic considers that the dispositions of Articles V and VII of the Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity, adopted by the General Assembly on the 26th of November 1968, make it impossible for a number of States to become parties to the Convention and are therefore of a discriminatory character which is contradictory to the object and aims of this Convention.

“The Polish People’s Republic is of the opinion that, in accordance with the principle of sovereign equality of States,

des crimes de guerre et des crimes contre l’humanité, adoptée par l’Assemblée générale des Nations Unies le 26 novembre 1968, selon lesquelles un certain nombre d’États se voient refuser la possibilité de devenir signataires à ladite Convention sont de caractère discriminatoire, violent le principe de l’égalité souveraine des États et sont, particulièrement, incompatibles avec les buts et objectifs de ladite Convention.

### MONGOLIE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

La République populaire mongole juge nécessaire de signaler que les dispositions des articles V et VII de la Convention sur l’imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l’humanité ont un caractère discriminatoire et visent à empêcher un certain nombre d’États de devenir parties à la Convention, et elle déclare que la Convention a trait à des questions qui concernent les intérêts de tous les États et doit donc être ouverte à l’adhésion de tous les États, sans discrimination ni limitation.

### POLOGNE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

La République populaire de Pologne considère que les dispositions des articles V et VII de la Convention sur l’imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l’humanité, que l’Assemblée générale a adoptée le 26 novembre 1968, mettent un certain nombre d’États dans l’impossibilité de devenir parties à la Convention et ont par suite un caractère discriminatoire qui est incompatible avec l’objet et les buts de la Convention.

La République populaire de Pologne est d’avis que, conformément au principe de l’égalité souveraine des États, la Conven-

the Convention should be open to all States without any discrimination and limitation.”

tion doit être ouverte à la participation de tous les États sans discrimination ni limitation aucune.

## ROMANIA

## ROUMANIE

[TRANSLATION — TRADUCTION]

The Government of the Socialist Republic of Romania states that the provisions of article V of the Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity are not in accordance with the principle that all States have the right to become parties to international instruments regulating matters of general interest.

« Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie déclare que les dispositions de l'article 5 de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ne sont pas en concordance avec le principe selon lequel tous les États ont le droit de devenir parties aux négociations internationales réglant des questions d'intérêt général. »

UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST  
REPUBLICRÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
SOVIÉTIQUE D'UKRAINE

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

« Украинская Советская Социалистическая Республика заявляет, что положения статей V и VII Конвенции о неприменимости срока давности к военным преступлениям и преступлениям против человечества, препятствующие некоторым государствам подписать Конвенцию или присоединиться к ней, противоречат принципу суверенного равенства государств ».

[TRANSLATION]

[TRADUCTION]

The Ukrainian Soviet Socialist Republic declares that the provisions of articles V and VII of the Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity, which prevent certain States from signing the Convention or acceding to it, are contrary to the principle of the sovereign equality of States.

La République socialiste soviétique d'Ukraine déclare que les dispositions des articles V et VII de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, qui empêchent certains États de signer la Convention ou d'y adhérer, sont contraires au principe de l'égalité souveraine des États.

UNION OF SOVIET SOCIALIST  
REPUBLICSUNION DES RÉPUBLIQUES  
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

« Союз Советских Социалистических Республик заявляет, что положения статей V и VII Конвенции о неприменимости срока давности к военным

преступлениям и преступлениям против человечества, препятствующие некоторым государствам подписать Конвенцию или присоединиться к ней, противоречат принципу суверенного равенства государств».

## [TRANSLATION]

The Union of the Soviet Socialist Republics declares that the provisions of articles V and VII of the Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity, which prevent certain States from signing the Convention or acceding to it, are contrary to the principle of the sovereign equality of States.

## [TRADUCTION]

L'Union des Républiques socialistes soviétiques déclare que les dispositions des articles V et VII de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, qui empêchent certains États de signer la Convention ou d'y adhérer, sont contraires au principe de l'égalité souveraine des États.

DECLARATIONS MADE UPON  
RATIFICATIONDÉCLARATIONS FAITES LORS  
DE LA RATIFICATION

## BULGARIA

## BULGARIE

## [TRANSLATION — TRADUCTION]

The People's Republic of Bulgaria deems it necessary at the same time to declare that the provisions of articles V and VII of the Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity, which prevent a number of States from signing the Convention or acceding to it, are contrary to the principle of the sovereign equality of States.

« La République populaire de Bulgarie juge nécessaire en même temps de déclarer que les dispositifs des articles V et VII de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qui empêchent un certain nombre d'États de signer la Convention ou d'y adhérer sont contraires au principes de l'égalité souveraine des États. »

BYELORUSSIAN SOVIET  
SOCIALIST REPUBLIC<sup>1</sup>RÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE<sup>1</sup>

## [BYELORUSSIAN TEXT — TEXTE BIÉLORUSSE]

« Беларуская Савецкая Сацыялістычная Рэспубліка заяўляе, што палажэнні артыкулаў V і VII Канвенцыі аб непрымяненні тэрміну даўнасці да ваенных злачынстваў і злачынстваў супраць чалавецтва, якія перашкаджаюць некаторым дзяржавам падпісаць Канвенцыю альбо далучыцца да яе, супярэчаць прынцыпу суверэнай роўнасці дзяржаў ».

<sup>1</sup> See p. 124 of this volume for the Russian text, as well as the English and French translations, of this declaration.

<sup>1</sup> Voir p. 124 du présent volume pour le texte russe, ainsi que les traductions en anglais et en français de cette déclaration.

MONGOLIA<sup>1</sup>MONGOLIE<sup>1</sup>

[MONGOLIAN TEXT — TEXTE MONGOL]

« Бүгд Найрамдах Монгол Ард Улс энэ Конвенцид зарим улс гүрний оролцох боломжийг тгүйсгэсэн тгүний V ба VII згүлийн ялгаварлан гадуурхах шинж чанартай болохыг заан тэмдэглэж цэргийн гэмт хэрэг болон хүн төрөлхтний эсрэг гэмт хэргийг хөөн хэлэлцэх хугацаа хэтэрсэнд гл тооцох тухай Конвенцид оролцох явдал улс гүрнүгүдийн бүрэн эрхт адил тэгш зарчмын дагууд ямар нэгэн ялгавар, хязгаарлалтгүгээр бгх улс гүрэнд чөлөөтэй байх ёстой гэж мэдэгдэж байна ».

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

МНР считает необходимым указать на дискриминационный характер статей V и VII Конвенции, согласно которым ряд государств лишен возможности стать ее участниками, и заявляет, что Конвенция о неприменимости срока давности к военным преступлениям и преступлениям против человечества в соответствии с принципом суверенного равенства государств должна быть открыта для участия всех государств без какой-либо дискриминации и ограничения.

## ROMANIA

## ROUMANIE

[TRANSLATION — TRADUCTION]

The State Council of the Socialist Republic of Romania states that the provisions of articles V and VII of the Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity are not compatible with the principle that multilateral international treaties, the subject and purpose of which concern the international community as a whole, should be open for universal participation.

« Le Conseil d'État de la République socialiste de Roumanie déclare que les dispositions des articles V et VII de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ne sont pas en concordance avec le principe selon lequel les traités internationaux multilatéraux dont l'objet et le but intéressent la communauté internationale dans son ensemble devraient être ouverts à la participation universelle. »

<sup>1</sup> See p. 125 of this volume for the English text, as well as the French translation, of this declaration.

<sup>1</sup> Voir p. 125 du présent volume pour le texte anglais, ainsi que la traduction en français, de cette déclaration.